

FGTB Liège Huy-Waremme

Lettre ouverte aux Parlementaires socialistes des arrondissements de Liège-Huy-Waremme

(publiée dans Syndicats - 30 janvier 2004)

Les vendredi et samedi 16 et 17 janvier le premier Ministre Guy Verhofstadt a organisé un "super" Conseil des ministres à Petit-Leez, non loin de Gembloux. Deux journées de travail et de réflexion qui étaient censées dynamiser l'action du gouvernement afin de lui permettre d'atteindre son objectif principal: la création de 200.000 emplois. La déception est grande, cette réunion de travail sur-médiatisée a, certes, pris quelques décisions importantes mais aucune en matière de création d'emplois.

Les indépendants voient leur protection sociale nettement améliorée. Les chômeurs, eux, voient apparaître une législation qui, sous le couvert d'une volonté d'accompagnement, risque d'aboutir à des milliers d'exclusions. Nous avons fait part de notre désarroi au PS. Nous ne sommes pas convaincus - loin sans faut - d'avoir été entendus et compris. C'est pourquoi, nous avons pris la décision d'écrire une lettre aux parlementaires, des arrondissements de Liège-Huy-Waremme afin de réaffirmer nos positions.

Cher(e) Camarade,

La F.G.T.B. fédérale a fait savoir que les décisions prises par le gouvernement fédéral lors du Conseil des Ministres de Petit - Leez sont inacceptables. La Régionale de Liège-Huy-Waremme partage et appuie cette prise de position.

Au cours d'un seul week-end, le gouvernement prend, simultanément, la décision d'ouvrir une véritable chasse aux chômeurs ET d'offrir aux indépendants un meilleur statut qui sera principalement financé par le budget de l'Etat, c'est-à-dire par l'ensemble des citoyens. La conjonction de ces décisions au cours d'un seul et même conseil des Ministres est scandaleuse. "L'Echo de la bourse" titrait dans son édition de mardi 20 janvier "La coalition violette vire au bleu"-Sans commentaire-.

Nous rappelons par ailleurs, que nous ne sommes pas opposés à une amélioration de la protection sociale des indépendants. Ce qui est, selon nous, inadmissible, c'est de faire payer cette amélioration par l'ensemble de la population alors que le régime de protection sociale des indépendants bénéficie déjà annuellement d'une subvention de l'Etat égale à 1/3 tiers de son budget (contre moins d'1/4 pour celui des travailleurs salariés). Bref, les indépendants et principalement ceux qui ont un gros revenu, cotisent trop peu, tout le monde le sait, mais le gouvernement n'a pas le courage de le dire.

Ceci dit, le principal objet de notre désapprobation concerne les mesures prises dans le cadre du contrôle de la disponibilité des chômeurs.

La suppression de l'art.80 (suspension des allocations pour chômage de longue durée) était une de nos revendications. Mais, abolir cette mesure pour la remplacer par une "chasse aux chômeurs" généralisée et culpabilisante, c'est tout à fait scandaleux! Nous sommes choqués! L'attaque contre les demandeurs d'emploi est frontale et provocatrice.

Cette mesure est inacceptable pour plusieurs raisons:

1. Son caractère global laisse penser que tout chômeur est un fraudeur et un profiteur; lutter contre une minorité en sanctionnant tout le monde, ce n' est pas notre vision de l' égalité.

2. Sa philosophie est la sanction et la peur; ce n' est pas notre vision d' accompagnement dont les chômeurs ont besoin vers le travail.

3. Les nuances ne sont pas présentes, alors que plus personne ne nie les différences fondamentales qui existent entre un jeune citoyen diplômé et une mère célibataire de 40 ans vivant à la campagne en matière d' accès à l' emploi; ce n' est pas notre vision de l' équité.

4. Les quelques "Garde-fou" qui existaient dans le cadre de l' application de l' article 80 ne sont même pas concernés. Un travailleur sans emploi qui présente un passé professionnel de plus de 20 ans sera concerné par les mesures de contrôle, de même le chômeur de plus de 50 ans, le travailleur à temps partiel bénéficiant d' un complément de chômage (AGR), le bénéficiaire des nouvelles mesures "titresservices" s' il ne travaille pas à temps plein (merci le piège).

Les critiques sont nombreuses, vous l' aurez compris. Mais le pire est à venir. Cette mesure n' est nullement l' aboutissement de propositions venant du VLD ou du MR. Il s' agit bel et bien de propositions soumises à la table par le SPa (Cabinet Frank Vandenbroucke) avec l' accord, sans la moindre retenue, sans le moindre état d' âme, du PS.

Comment expliquer cela à nos affiliés qui, depuis ce lundi 19 janvier, nous font part de leur désarroi, de leur colère. Notre déception n' atténuera cependant pas notre détermination.

Notre première démarche, c' est vers vous que nous l' entreprenons. Par ce courrier, nous exigeons de votre part que vous mettiez tout en oeuvre pour renverser la vapeur, pour empêcher (s' il en est encore temps) que ces mesures injustes soient prises. S' il vous était impossible d' obtenir satisfaction au sein des instances du parti nous vous sommons de ne pas voter en faveur de la loi qui serait prise dans les prochaines semaines pour mettre ces mesures en application. Nous surveillerons les attitudes et prises de position de chacun afin d' en tenir compte dans les mois à venir. Vous comprendrez aisément que, les décisions qui seront prises par chacun d' entre vous, dans les prochaines semaines conditionneront grandement la nature de nos relations à venir.

Nos reproches sont grands, nous ne souhaitons pas affaiblir les élus du PS dans leur travail quotidien. Cependant, les résultats récents de votre travail nous déçoivent profondément et diminuent nettement le niveau et la qualité de vie de nos affiliés. Face à ce constat, nous envisageons tous les moyens d' actions qui défendent au mieux les intérêts de nos affiliés quels que soient les élus ou les partis ciblés. Dans l' attente, nous vous prions de recevoir, Cher(e) Camarade, nos salutations fraternelles.

Marc GOBLET,

Président de la FGTB Liège-Huy-Waremme

Thierry BODSON,

Secrétaire Régional de la FGTB Liège-Huy-Waremme